



L'appartement carougeois. Le couple vit depuis 2007 dans la commune après avoir quitté les Eaux-Vives. (OLIVIER VOGELSANG)



8 avril 1990. Musa a conservé son passeport yougoslave avec le tampon de son entrée en Suisse il y a vingt ans. (OLIVIER VOGELSANG)



Une passion. Serveur dans une pizzeria des Eaux-Vives, il a remporté la Course des garçons de café en 2007. (O. VOGELSANG)

Une vague d'indignation grandit à Carouge où la résistance s'organise

«**Suite de la page 21**»

«Ne me parlez plus jamais d'intégration! Ce mot ne veut plus rien dire, c'est du bidon. Berne en a fait une condition importante à la régularisation, mais refuse de donner une autorisation à Musa. Quand une famille s'intègre comme la sienne, on l'expulse. J'ai honte!» Hélène Stebler ne joue pas la carte de l'indignation, elle en est l'incarnation.

Elle ira jusqu'à la grève de la faim avec son protégé pour tenter d'empêcher «cette injustice». Et elle n'est pas seule à monter au créneau. Désormais les appuis affluent de toutes parts, en première ligne desquels on trouve Alain Morisod (lire ci-dessous). «Je n'ai jamais vu un tel engagement, une si incroyable complémentarité de

«Allons à Berne! Nous ne sommes pas des moutons»

GEORGES CHEVIEUX,
ANCIEN DIRECTEUR D'EMMAÛS

sensibilités dans un comité de soutien», commente Jean-Charles Rielle, conseiller national socialiste.

Cette dynamique doit beaucoup à Hélène Stebler. Depuis 2007, elle est l'âme, le moteur et le carburant du mouvement de solidarité qui s'est créé autour de la famille Selimi à Carouge. Des artistes, des élus municipaux de tous bords, des conseillers nationaux, de simples citoyens ont rejoint le front du



Conférence de presse. Le 15 avril, trente personnes entouraient la famille, qui faisait face aux médias à la Brasserie des Tours. Le comité se réunira le 29 avril au même endroit. (OLIVIER VOGELSANG)

refus. Conseillère municipale de SolidaritéS, cette battante est également enseignante. C'est du reste à travers l'école qu'elle a appris à connaître Musa Selimi.

Rencontre décisive

«Lorsque Dibran, le fils de Musa et de Nazife, est arrivé dans ma classe en 2007, il était très mince et parlait peu, se rappelle-t-elle. Un jour, Musa m'a raconté son histoire et les

refus de Berne. C'est ce jour-là que tout a commencé.»

En 2007, elle dépose une résolution de soutien au Conseil municipal (acceptée à l'unanimité), présente la famille Selimi aux élus, lance une pétition. Le succès est total tant le refus de Berne paraît incompréhensible à tous ceux qui rencontrent Musa Selimi. Lorsque tombe l'avis d'expulsion au 5 juillet 2010, elle bat le rappel des troupes. Avec les mêmes effets.

L'indignation est unanime et porte à l'action. «Allons à Berne! Nous ne sommes pas des moutons. Cette fois, il faut montrer les dents», estime Georges Chevieux, élu de la Constituante et ancien directeur d'Emmaüs.

«Ce qui est grave, estime Jeanne Attarian, c'est que la Suisse ne cesse de prôner la famille, mais qu'elle n'en fait aucun cas ici. Ce mot a-t-il encore un sens?»

Une émigration très chahutée

Les premiers Kosovars sont arrivés dans les années 60

Entre 150 000 et 200 000 Kosovars résident aujourd'hui en Suisse, dont environ 8000 à Genève. Au niveau national, environ 40 000 sont naturalisés, 115 000 au bénéfice d'un permis B ou C et 5000 en procédure de droit d'asile. En 2009, 742 Kosovars ont été expulsés de Suisse (549 en 2008).

Les chiffres sont très imprécis car les membres de cette communauté ont été successivement inscrits (et le sont encore souvent) comme ressortissants yougoslaves, puis serbes et, depuis l'indépendance en 2008, kosovars.

Le Kosovo compte deux millions d'habitants, dont 90% d'albanophones. Près de 30% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Le

taux de chômage y est de 50%.

Les premiers Kosovars sont arrivés très discrètement en Suisse dès 1965 comme «saisonniers yougoslaves». Travailleurs invisibles, ces hommes n'avaient aucune intention de s'établir en Suisse.

Coup sur coup, des événements dramatiques allaient modifier profondément leurs projets. Il y eut tout d'abord l'écroulement économique de l'ex-Yougoslavie au début des années 80, puis le démembrement de cet Etat et l'éclatement de la guerre.

Ces chocs conduisirent à une vague de regroupements familiaux. Lesquels ont fragilisé de nombreuses personnes, les salaires souvent misérables des pères ne permettant pas de subvenir aux besoins d'une famille en Suisse. **EBy**

Nicolas Walder, le président écologiste du Conseil municipal de Carouge, craint que les citoyens se détournent de la politique: «Quand tout le monde se bat et qu'il y a une fin de non-recevoir de Berne, quelle valeur les gens peuvent-ils donner à la politique?»

Un retour impensable

Arrivé pratiquement au terme des procédures juridiques, Musa Selimi et sa famille placent leurs espoirs dans une solution politique. Leurs amis vont en effet intervenir tout d'abord à Genève auprès de la conseillère d'Etat Isabel Rochat.

Puis à Berne lors de la session du parlement fédéral de juin.

«Cela fait chaud au cœur tous ces gens qui m'abordent et viennent me dire qu'ils sont avec moi, avoue Musa Selimi. Dans votre article, j'aimerais aussi pouvoir dire merci aux Genevois avec qui j'ai vécu vingt ans. C'est important. Je ne veux blesser personne.»

Et si vous étiez expulsé? «J'irais faire quoi au Kosovo? Ma vie, mes amis sont ici. Si on me contraint de rentrer, je mettrais vingt ans à m'adapter. Non, je serais rapidement de retour à Genève.»

Eric Budry

LES ACTEURS

«Question de cœur»

Alain Morisod est un homme en colère. Lui qui reconnaît ne jamais s'engager pour ne pas faire de politique n'a, cette fois, pas hésité une seconde. «C'est une question de cœur et de simple bon sens», lâche-t-il.

«On nous traite déjà de racistes, je ne veux pas passer en plus pour un salaud. C'est tout simplement dégueulasse ce qu'on fait à ce type, un mec qui est là depuis vingt ans et a toujours été réglo.»

Le musicien fait le parallèle avec l'émigration italienne et espagnole: «Aujourd'hui, ils sont aussi Suisses que nous. Et ils ont bien raison, c'est eux qui ont construit ce pays. Pour moi, Musa vaut la peine qu'on se batte pour lui.»

Le 5 mai, Alain Morisod ira



Le musicien s'engage. Alain Morisod veut secouer le cocotier et obtenir un permis pour cette famille. (V. CARDOSO)

plaider sa cause auprès d'Isabel Rochat. «Elle peut aider jusqu'à un certain point. S'il le faut, nous irons à Berne!» (eby)

«Un cas exemplaire»

Jean-Charles Rielle va porter l'affaire à Berne. Avec le PDC Luc Barthassat, le conseiller national socialiste a décidé de monter au front. «C'est une belle cause et un cas exemplaire, estime-t-il. Cela pose la question de la politique des étrangers que nous voulons.»

L'élu est aussi sidéré par l'ampleur du mouvement de sympathie que suscite ce cas. Avec Luc Barthassat, ils vont donc tenter de convaincre le maximum d'élus fédéraux genevois et lancer une salve de questions à Eveline Widmer-Schlumpf lors de la session de juin. Avant de la rencontrer.

Avec quel espoir? «A la session de printemps, je l'ai questionnée sur le cas d'une famille avec un enfant. Les



L'élu fédéral. Jean-Charles Rielle fera, avec Luc Barthassat, du «lobbying» sous la Coupole fédérale. (Y. GENEVAÏ)

parents doivent être expulsés, mais chacun dans un pays différent. Elle a laissé une ouverture.» (eby)

«Il faut un accord»

Ueli Leuenberger n'hésite pas à demander aux autorités genevoises «de faire de la désobéissance politique jusqu'à ce que ce cas soit résolu». Le président des Verts suisses dit compter «sur l'intelligence des élus pour ça».

Au-delà du cas Musa, le défenseur des sans-papiers et grand connaisseur du dossier kosovar assure que «ce genre de situations se répètera tant que la Suisse refusera de régler le problème des travailleurs clandestins».

Le conseiller national propose une solution pour les Kosovars. «Dans le cadre des discussions actuelles entre nos deux pays, il faut parvenir à un accord bilatéral qui autoriserait un contingent de permis.



Le connaisseur. Ueli Leuenberger, fondateur de l'Université populaire albanaise, pousse Genève à faire pression. (F. CELLA)

Une partie d'entre eux pourraient ainsi être accordés à des personnes établies ici depuis longtemps.» (eby)